



Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale
25 novembre 2016
Français
Original : anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Soixante-septième session

3-21 juillet 2017

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports présentés par les États parties
en application de l'article 18 de la Convention
sur l'élimination de toutes les formes de discrimination
à l'égard des femmes**

Liste de points et de questions concernant le rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques de la Thaïlande

Cadre constitutionnel et législatif

1. Conformément aux obligations qui incombent à l'État partie en vertu de la Convention, et à la cible 5.1 des objectifs de développement durable visant à mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, veuillez expliquer comment la nouvelle Constitution, adoptée en 2016, et la loi de 2015 sur l'égalité des sexes intègrent l'interdiction faite aux acteurs étatiques et non étatiques d'exercer des discriminations, directes ou indirectes à l'égard des femmes, conformément à l'article premier et à l'article 2 b) de la Convention. Veuillez également indiquer si la Constitution et la loi s'appliquent dans les provinces méridionales frontalières où des lois liées à l'état d'urgence peuvent être applicables. Veuillez préciser si la Constitution permet aux tribunaux nationaux d'appliquer directement les dispositions de la Convention. L'article 17 de la loi sur l'égalité des sexes prévoit que les femmes puissent être traitées différemment des hommes sur la base de principes religieux ou pour des raisons de sécurité nationale. Veuillez expliquer en quoi ce traitement est compatible avec la Convention.

Accès à la justice

2. Selon certaines sources, les femmes victimes de violences familiales ne connaissent généralement ni leurs droits, ni les institutions auprès desquelles elles pourraient trouver de l'aide. Les femmes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses et les femmes autochtones sont particulièrement marginalisées en ce qui concerne l'accès à l'information, aux connaissances et à l'aide judiciaire. D'autres



sources évoquent les difficultés d'accès à la justice auxquelles se heurtent les femmes et les filles victimes de la traite des êtres humains. Veuillez indiquer quelles mesures ont été adoptées pour s'assurer que les femmes, notamment les habitantes des zones rurales, les membres des minorités ethniques ou religieuses, les femmes autochtones et les victimes de la traite des êtres humains, ont effectivement accès à la justice et à des voies de recours. Veuillez indiquer si l'État partie a l'intention de mettre en place et de financer un programme national d'aide juridique. Veuillez également indiquer si des programmes de sensibilisation sont prévus pour mieux informer les femmes de leurs droits et les aider à acquérir des notions élémentaires dans tous les domaines du droit et de la Convention de manière à ce qu'elles puissent se prévaloir des procédures et voies de recours disponibles en cas de besoin.

Mécanisme national pour la promotion de la femme

3. Le rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques de la Thaïlande (CEDAW/C/THA/6-7, par. 10 et 11)¹ indique que la Commission nationale de la politique et de la stratégie pour l'amélioration de la condition de la femme fait office de mécanisme national pour la promotion de la femme. Son secrétariat est assuré par le Bureau de la condition féminine et du développement de la famille, placé sous la tutelle du Ministère du développement social et de la sécurité humaine. Le Bureau coordonne l'élaboration des politiques et des mécanismes pour l'autonomisation des femmes et est chargé de promouvoir l'égalité des sexes et de mettre en œuvre les instruments internationaux relatifs aux droits des femmes adoptés par l'État partie. Veuillez fournir des informations sur les ressources financières, humaines et techniques allouées à la Commission nationale et au Bureau, et indiquer si le Bureau dispose du mandat et de l'autorité suffisante pour coordonner, assurer le suivi et évaluer les politiques gouvernementales mises en œuvre par chaque ministère aux niveaux national et local. Veuillez indiquer si le Plan de développement pour les femmes, adopté au titre du onzième Plan national de développement économique et social, est conforme à la Convention, s'il est financé par des allocations budgétaires ciblées et s'il comporte un système de suivi permettant d'évaluer sa mise en œuvre.

Mesures temporaires spéciales

4. Dans le paragraphe 28 du rapport, l'État partie évoque le projet de loi sur les Conseils de sous-district (tambon) et sur l'organisation administrative des sous-districts, qui prévoit une parité stricte au sein des administrations de district. Veuillez indiquer le stade d'avancement de ce projet de loi. Le paragraphe 28 indique aussi que les partis politiques sont encouragés à fixer des quotas de femmes pour les candidats aux élections. Veuillez fournir des informations actualisées concernant les progrès réalisés dans l'adoption de ces quotas. Veuillez préciser si l'État partie a adopté des mesures temporaires spéciales en faveur d'un renforcement plus rapide de la participation des femmes dans des domaines autres que la vie politique et publique.

¹ Sauf indication contraire, les numéros des paragraphes renvoient au rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques de l'État partie.

Stéréotypes et pratiques traditionnelles néfastes

5. Dans le paragraphe 29, alinéa 2, du rapport, l'État partie indique qu'en 2007, la Commission de l'éducation fondamentale a émis des recommandations sur la révision du matériel pédagogique, afin d'en éliminer les stéréotypes de genre. Veuillez fournir des informations sur le contenu de ces recommandations, ainsi que sur la nature et l'ampleur des modifications apportées. Il ressort de certaines informations que certains programmes de divertissement présentent parfois le viol et les autres formes de violence sexuelle et sexiste à l'égard des femmes comme une manifestation masculine de l'amour ou comme la sanction légitime d'un comportement prétendument immoral. Veuillez fournir des informations sur les mesures adoptées par l'État partie pour éliminer ces stéréotypes véhiculés par les médias, car ils sont discriminatoires et dégradants pour les femmes, et participent des violences fondées sur le sexe.

6. Certaines pratiques néfastes ont été constatées dans l'État partie, telles que les mariages précoces ou forcés, le mariage de victimes de violences sexuelles avec leur agresseur, l'enlèvement de femmes à des fins de mariage et la polygamie. Veuillez fournir des informations sur la prévalence de ces pratiques, y compris au sein des groupes ethniques ou religieux minoritaires et de la population autochtone, et sur les mesures adoptées pour les combattre.

Violences sexistes à l'égard des femmes

7. Dans ses précédentes observations finales (CEDAW/C/THA/CO/5, par. 23) le Comité a fait part de ses préoccupations concernant la primauté accordée à la réconciliation sur l'engagement de poursuites contre les auteurs d'actes de violence, au titre de la loi de 2007 sur la protection des victimes de violences domestiques. Pour répondre à ces préoccupations, l'État partie indique avoir adopté des mesures qui consistent en la formation des fonctionnaires et des professionnels concernés et en l'élaboration de directives et règlements portant sur la mise en œuvre de la loi (par. 33). À cet égard, veuillez fournir des données factuelles, aptes à démontrer que la loi permet de protéger efficacement les femmes des violences familiales. Veuillez également fournir des informations et des données statistiques, pour les cinq dernières années, sur la prévalence et les tendances des différentes formes de violence, y compris familiale, exercées à l'encontre des femmes, ainsi que des informations détaillées sur le nombre de cas signalés faisant l'objet d'une enquête, sur le nombre de poursuites, de condamnations et de peines prononcées et sur les liens entre les victimes et les agresseurs.

Les femmes et la paix et la sécurité

8. Afin de répondre aux violences et aux troubles qui touchent depuis 2004 les régions frontalières du sud du pays, l'État partie a créé un Conseil provincial de consolidation de la paix, un Conseil provincial de l'administration et du développement et un Comité, présidé par le Vice-Premier Ministre, chargé de l'assistance et de la réadaptation des victimes de violences dans cette zone (par. 137 et 138). Veuillez fournir des données statistiques sur la participation des femmes dans les organes susmentionnés et dans tout autre mécanisme chargé de promouvoir la paix et la sécurité aux niveaux régional et national, et indiquer si les femmes jouent un rôle clé dans les prises de décision. Veuillez également indiquer si l'État partie envisage d'élaborer un plan d'action national pour la mise en œuvre de la

résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et des résolutions connexes visant à promouvoir la pleine participation des femmes à la prise de décisions et aux processus de consolidation de la paix.

9. Il apparaît que le décret de 2005 sur l'administration publique en régime d'état d'urgence a permis à des agents de l'État accusés d'infractions civiles et pénales commises dans les zones de conflit de l'État partie de bénéficier d'une amnistie. Il apparaît également que le Gouvernement a réduit sa présence militaire dans ces zones tout en renforçant le rôle des milices, lesquelles se seraient rendues coupables de violations des droits de l'homme. Veuillez fournir des informations sur les mesures adoptées en vue de protéger les femmes et les filles vivant dans les zones de conflit, et de garantir que les femmes victimes de violations des droits de l'homme et de violences de la part des insurgés, des membres des forces armées nationales et des miliciens ont effectivement accès à la justice. Il a été signalé que les écoles et les enseignants sont la cible d'attaques armées lancées par les insurgés, et que les forces armées nationales utilisent les locaux scolaires à des fins militaires, ce qui accroît le risque d'attaques contre les écoles et de violences sexuelles perpétrées par les soldats à l'encontre des élèves et des enseignants. Ces problèmes de sécurité rendent extrêmement difficile l'accès des filles à l'éducation. Veuillez indiquer les mesures prises pour protéger les écoles contre les attaques armées et pour protéger les enseignants et les élèves contre l'exploitation sexuelle et les violences liées au genre.

Traite des êtres humains et exploitation de la prostitution

10. Le Comité prend note des efforts déployés par l'État partie pour lutter contre la traite des êtres humains (par. 43 à 46). Il apparaît toutefois que la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé persiste, et que l'exploitation de la prostitution, notamment infantine, est très répandue dans l'État partie. Veuillez fournir des données statistiques pour les cinq dernières années sur le nombre de victimes de la traite des personnes et de l'exploitation de la prostitution, ventilées par sexe, âge, appartenance ethnique, nationalité et lieu de résidence ; sur le type d'exploitation et le type et la gravité des peines infligées aux personnes responsables de ces actes ; et sur le nombre d'affaires témoignant d'une collusion entre des fonctionnaires et des trafiquants ou personnes exploitant les femmes et les filles à des fins de prostitution. Veuillez indiquer quelles mesures ont été adoptées par l'État partie pour : réglementer les activités et contrôler les entreprises des pourvoyeurs de main-d'œuvre, afin d'empêcher qu'ils ne s'engagent dans la traite des êtres humains ; lutter contre la complicité des agents de l'État ; et lutter contre le tourisme sexuel. Le Comité prend note des informations selon lesquelles des victimes de la traite des êtres humains ressortissantes d'un autre pays peuvent être soumises à une limitation de leur liberté de mouvement et être mises en détention administrative dans l'attente de leur rapatriement. Veuillez fournir des informations détaillées sur l'accès à la justice de ces personnes, sur les programmes de protection des victimes et des témoins et sur la délivrance de permis de séjour temporaires.

11. Veuillez fournir des données statistiques sur le nombre de personnes se livrant à la prostitution, ventilées par sexe, âge, nationalité et statut migratoire. Veuillez également préciser si la prostitution est criminalisée dans l'État partie, auquel cas veuillez fournir des données statistiques sur le nombre et le type de poursuites, de condamnations et de peines, ventilées en fonction du statut des personnes poursuivies, et préciser si ces personnes ont été poursuivies en tant que prostituées,

proxénètes ou clients. Veuillez également fournir des informations sur les programmes d'aide proposés aux femmes et aux filles qui souhaitent renoncer à la prostitution.

Participation à la vie politique et publique

12. Il ressort des données fournies par l'État partie (par. 63-68 et 73) que les femmes restent sous-représentées dans les secteurs public et privé, y compris au Parlement, au Gouvernement, dans l'appareil judiciaire national et local et au sein des services diplomatiques. Dans son rapport, l'État partie indique que des actions ont été engagées pour accroître la participation des femmes dans le domaine politique. Veuillez fournir des informations sur les résultats enregistrés en la matière, et préciser si l'État partie a adopté des mesures spécifiques, y compris des mesures temporaires spéciales, telles que des quotas, pour accroître le nombre de femmes dans le domaine politique, notamment aux postes de décision. Veuillez également indiquer quelles mesures ont été mises en place pour garantir la participation effective des femmes appartenant à des groupes défavorisés, tels que les populations rurales ou autochtones, les groupes ethniques ou religieux minoritaires et les handicapés, à l'élaboration de la législation et des politiques et à la prise des décisions, notamment les décisions qui les concernent directement, ainsi que leurs communautés.

Nationalité

13. Le rapport indique que la loi sur la nationalité modifiée en 2008 (n°4) a assoupli les conditions permettant à un homme étranger marié à une femme thaïlandaise de pouvoir prétendre à la nationalité thaïlandaise. Celles-ci restent toutefois plus strictes pour les hommes que pour les femmes étrangères mariées à un homme thaïlandais. Veuillez indiquer les mesures adoptées pour réviser et modifier la loi et la mettre en parfaite conformité avec la Convention (par. 74 et annexe D). Veuillez indiquer les mesures envisagées pour garantir l'enregistrement à l'état civil de tous les enfants nés sur le territoire de l'État partie, en particulier de ceux dont la naissance n'a pas été déclarée en raison de la situation financière de leurs parents, de leur appartenance ethnique ou de leur statut migratoire.

14. Le rapport indique que de nombreuses personnes appartenant à des groupes ethniques minoritaires n'ont pas obtenu la nationalité thaïlandaise et sont considérées comme des immigrants illégaux et soumis en tant que tels à certaines restrictions concernant l'accès à l'emploi et le lieu de résidence (par. 140). Il a été signalé que, parmi les personnes appartenant aux groupes ethniques minoritaires, l'enregistrement en vue de l'obtention de la nationalité thaïlandaise est accordée prioritairement aux hommes, ce qui a pour conséquence qu'un nombre élevé de femmes sont dépourvues de nationalité et disposent d'une liberté de circulation restreinte et d'un accès limité à l'éducation, à l'emploi, et aux soins de santé et de protection sociale. Veuillez indiquer les mesures adoptées pour faciliter et accélérer le processus d'obtention de la nationalité thaïlandaise des femmes appartenant à des minorités ethniques, dont les tribus des collines, conformément à la précédente recommandation du Comité (CEDAW/C/THA/CO/5, par. 38). Veuillez également fournir des données ventilées par sexe sur les membres des minorités ethniques ayant obtenu la nationalité thaïlandaise.

Éducation

15. Il a été signalé que les mariages d'enfants et les grossesses précoces ou non désirées poussent les filles à interrompre leur scolarité. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises par l'État partie pour garantir que les mères adolescentes poursuivent leur scolarité ou leurs études. Dans son rapport, l'État partie fait état d'initiatives publiques et privées visant à introduire l'éducation sexuelle à l'école, tels que le Projet Teenpath et le programme d'enseignement sur le thème « le monde commence avec moi » (par. 89). Veuillez indiquer les mesures prises par le Ministère de l'éducation pour développer ces initiatives et garantir qu'à chaque niveau d'enseignement, des cours adaptés à l'âge des élèves leur soient proposés pour les informer sur la santé sexuelle et procréative, sur leurs droits, et sur les comportements sexuels responsables. Le rapport indique que, dans l'enseignement post-secondaire, la tradition pousse les femmes à privilégier certains domaines d'études plutôt que d'autres (par. 79). Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour encourager les femmes et les hommes à sortir des schémas traditionnels lorsqu'ils choisissent leurs domaines d'études et pour lutter contre les stéréotypes sexistes à tous les niveaux d'enseignement. Veuillez également fournir des informations sur les allocations budgétaires consenties par l'État pour améliorer l'accès des femmes et des filles, notamment handicapées, vivant dans les zones rurales, faisant partie des minorités ethniques ou religieuses et des communautés autochtones, à une éducation et à une formation de qualité, et réduire ainsi le taux d'abandon scolaire dans ces catégories.

Emploi

16. Veuillez préciser si la loi de 2010 sur la protection des travailleurs à domicile, la loi de 2008 sur la protection du travail (n° 2), la loi de 1990 sur la sécurité sociale et la loi de 1994 relative à l'indemnisation des travailleurs sont pleinement applicables à tous les types de travailleuses domestiques, y compris les femmes qui travaillent pour des personnes privées, comme les cuisinières, les femmes de ménage, le personnel soignant, les femmes qui travaillent dans d'autres domaines du secteur informel et les femmes qui travaillent en qualité de sous-traitants. Veuillez indiquer si les dispositions de cette loi s'appliquent indépendamment de la nationalité, de l'apatridie ou du statut migratoire, et si elles s'appliquent aux femmes appartenant à des minorités ethniques qui n'ont pas entamé de démarches pour obtenir la nationalité thaïlandaise.

Santé

17. Dans son rapport, l'État partie indique que le VIH/sida est l'une des principales causes de décès chez les femmes, que le taux d'infection à VIH est en augmentation chez les femmes enceintes et que les filles sont plus nombreuses que les garçons à être atteintes par le VIH/sida (par. 113 et annexe E). Eu égard à la précédente recommandation du Comité (CEDAW/C/THA/CO/5, par. 42), veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour prévenir et combattre le VIH/sida, en particulier chez les adolescentes, les jeunes femmes et les femmes enceintes, et expliquer comment les politiques et programmes de lutte contre le VIH/sida s'intègrent dans une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes. Veuillez également fournir des informations actualisées concernant le projet de loi sur la santé procréative mentionné dans le rapport (par. 116), y compris son état d'avancement et ses principales dispositions, ainsi que des informations sur

l'évaluation de la première politique et stratégie nationale sur la santé procréative (2010-2014). Veuillez expliquer comment ce projet de loi et cette politique répondent aux besoins spécifiques des femmes handicapées, des femmes vivant dans des zones rurales isolées et des femmes appartenant à des groupes ethniques minoritaires. Veuillez indiquer à quel titre et dans quelles circonstances l'avortement est autorisé ou considéré comme un délit, y compris lorsque la vie ou la santé de la mère est menacée et dans les cas d'inceste, de viol et de malformation fœtale. Veuillez fournir des informations sur l'accès à des méthodes de contraception modernes et d'un coût abordable pour les femmes et les filles, et pour les hommes et les garçons.

Femmes rurales

18. Veuillez fournir des informations sur toute stratégie de développement rural, y compris la manière dont elles intègrent une perspective sexospécifique. Veuillez également indiquer si elles prévoient des mesures visant à soutenir les femmes rurales et les femmes des tribus des collines et à accroître leur accès à une nutrition adéquate, à l'hygiène, aux services de santé et à des activités génératrices de revenus conformément à la précédente recommandation du Comité (CEDAW/C/THA/CO/5, par. 34). Dans son rapport, l'État partie indique avoir élaboré, en collaboration avec les acteurs concernés, des directives sur la gestion des catastrophes, tenant compte des différences entre les sexes et mettant l'accent sur l'importance de la participation des femmes à l'ensemble du processus de gestion des catastrophes, y compris la réduction des risques de catastrophe (par. 135). Veuillez fournir des informations actualisées sur les résultats de la mise en œuvre des directives et indiquer quelles mesures ont été prises pour assurer la participation pleine et égale des femmes, en particulier des femmes des zones rurales et des tribus des collines, en matière de prise de décisions concernant les changements climatiques et la gestion des catastrophes.

Groupes défavorisés

19. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes appartenant à des groupes défavorisés (handicapés, personnes âgées, femmes autochtones, membres de minorités ethniques ou religieuses, notamment minorités ethniques musulmanes des provinces frontalières du Sud, travailleuses migrantes, femmes réfugiées et demandeuses d'asile, lesbiennes, bisexuelles, transgenres et personnes intersexuées) et sur les mesures spécifiques, y compris les mesures spéciales temporaires, pour assurer que les femmes appartenant à des groupes défavorisés ont accès à l'éducation, aux services de soins de santé, à l'emploi, au logement et au statut juridique, et soient protégées contre la stigmatisation sociale et la violence sexiste.

20. Veuillez expliquer comment le statut foncier des femmes appartenant à des groupes ethniques ou religieux minoritaires ou à des communautés autochtones a été respecté et protégé dans les différentes lois de protection de l'environnement et des forêts de l'État partie et dans les projets de développement ou de protection de l'environnement de grande ampleur, et si ces femmes participent sur un pied d'égalité aux négociations sur l'élaboration des lois et des projets dans ce domaine et si elle elles en partagent les avantages à part égale.

Mariage et relations familiales

21. Il apparaît que, selon le droit coutumier de certains groupes ethniques minoritaires, les femmes ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes en ce qui concerne le mariage et sa dissolution. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour garantir que l'application du droit coutumier ne prive pas les femmes des droits qui leur sont conférés en vertu de la Convention, et qu'elles ont accès à la justice et à l'aide judiciaire en cas de violations.
